



Première mission du projet de l'ICOSI en BULGARIE :
« Mise en réseau d'acteurs de la société civile européenne autour des
thématiques du développement durable »
(Du 6 au 9 avril 2010, Sofia)

La première session du programme organisé par l'ICOSI sur les enjeux du développement durable en Bulgarie s'est déroulée lors de la semaine du 6 au 9 avril.

Cette première session, organisée sous la forme d'un groupe de travail, a permis de réunir plus d'une vingtaine de représentants d'ONG environnementalistes, de syndicats de salariés, et de représentants du Conseil économique et social bulgare.

Le développement durable, problématique à la fois économique, sociale et environnementale, largement débattue en Europe, semble en effet quelque peu omise par les autorités publiques et les entreprises en Bulgarie.

L'ICOSI tente donc au travers de ce programme de faire partager la conviction que **tous les acteurs de la société civile bulgare, - acteurs économiques, associations, syndicats - mais aussi les pouvoirs et institutions publiques, collectivités territoriales, ont et auront un rôle capital à jouer pour la connaissance, la promotion et la diffusion des valeurs du développement durable** ; de porter l'autre conviction que la crise économique actuelle doit être l'occasion de repenser les modes de production de richesse et que les enjeux de développement durable, loin d'être des freins à la reprise économique représentent

au contraire une opportunité de générer une croissance économique nouvelle, respectueuse de la cohésion sociale et de l'environnement.

Les présentations respectives de Jean-Michel REYNAUD, au titre du Conseil économique, social et environnemental français, venu présenter la stratégie nationale de développement durable et le rôle dévolu sur ces questions à la « société civile organisée » au sein du CESE, et de Arnaud BREUIL, sur les éléments de définition du développement durable et les conséquences de la mise en place du Grenelle de l'environnement, ont permis de lancer et d'animer les débats avec les représentants présents.

Alexandre NEDELTCHEV, de la Coopération Universitaire de l'Ambassade de France est par ailleurs venu présenter le cycle de Conférences en Bulgarie « l'Europe passe au vert ».

Aleksandar ZAGOROV, Secrétaire Confédéral de Podkrepa a exposé les enjeux syndicaux du développement durable en Bulgarie, et Daniel POPOV, Directeur de l'association CEIE (Centre d'éducation et d'information environnemental) les implications en Bulgarie de la dimension environnementale du développement durable.

.../...





Fiche-Opération

N°06 - Avril 2010



L'Institut français de Sofia (où s'est déroulée la rencontre) et l'Ambassade de France ont également apporté leur soutien à l'organisation de cette première session réalisée dans le cadre d'un programme co-financé par la Fondation de France.

La deuxième session de ce programme monté et porté par l'ICOSI se matérialisera par l'organisation d'une Conférence qui se tiendra à Sofia à la fin du mois de juin.

Elle réunira des représentants des pouvoirs publics (Ministères concernés, Affaires sociales et Environnement), et les partenaires déjà impliqués dans cette première session, afin de faire que la question du développement durable devienne véritablement un enjeu de Société et de progrès pour la Bulgarie.



INSTITUT DE COOPÉRATION SOCIALE INTERNATIONALE
INSTITUTE OF INTERNATIONAL SOCIAL COOPERATION
ИНСТИТУТ МЕЖДУНАРОДНОЙ СОЦИАЛЬНОЙ КООПЕРАЦИИ
国际 社会 合作 所

74, rue Villebois Mareuil - 92230 Gennevilliers (France)
Téléphone : (33) 1 41 85 49 20 - Fax : (33) 1 41 85 49 49
E-mail : info@icosi.org - Site Internet : www.icosi.org



Fiche-Opération

N°07 - Avril 2010



« Les politiques sociales dans le domaine du handicap : Acteurs et praticiens dans l'expérience française » 4^{ème} mission : visites d'institutions françaises (du 22 au 27 mars 2010)

Dans le cadre du programme soutenu par l'Ambassade de France à Moscou, l'Académie de la Fonction Publique du Nord-Ouest, le Comité de la Politique sociale de Saint-Petersbourg, le Comité PECO et l'ICOSI ont organisé conjointement une visite d'étude d'institutions françaises du 22 au 27 mars.

Après deux missions de formation réalisées à Saint-Petersbourg, et l'accueil d'une délégation d'institutionnels à Paris en décembre 2009, elle a consisté à recevoir une délégation de 15 représentants russes à Paris et en région parisienne.

Cette délégation était composée de Responsables du Comité de la Politique sociale de Saint-Petersbourg, de l'Académie de la Fonction Publique, des établissements sociaux accueillant des enfants en situation de handicap dans la région de Saint-Petersbourg et des ONG *Perspectives* et *Podorozhnik* travaillant avec ces enfants.

L'objectif de cette mission d'échange était de permettre à tous ces professionnels de l'enfance handicapée de rencontrer dans leurs institutions les praticiens et acteurs de la politique sociale dans le domaine du handicap en France.

En tant que membre et grâce à son réseau de partenaires, l'ICOSI s'est associé à nouveau au Comité PECO pour la définition du contenu et l'accompagnement de la délégation lors de cette quatrième mission.

La délégation a tout d'abord été invitée à visiter un Centre d'Action Médico-Sociale Précoce et un hôpital de jour gérés par l'Entraide Universitaire.

Elle a ensuite été reçue une journée par l'association « Le Clos du Nid de l'Oise » dans des ESAT, des foyers de vie et d'hébergement et au Centre Lucien Oziol regroupant une Maison d'Accueil Spécialisée, un Institut Médico-Educatif et un Foyer d'Accueil Médicalisé.

L'Institut National Supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes Handicapés et les Enseignements Adaptés (INS-HEA) a par la suite organisé la visite de deux Établissements Régionaux d'Enseignement Adapté et d'une Classe d'Intégration Scolaire dans les Hauts-de-Seine.

Enfin, des rencontres ont été organisées notamment avec l'Adjointe au Maire de Paris en charge des personnes en situation de handicap, avec le Directeur adjoint de la Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) de Seine-et-Marne, et le Président du Secours Populaire.

Information :

Comité PECO c/o Solidarité Laïque
Cécile MABILOTTE, Chargée de mission
22, rue Corvisart - 75013 Paris
Tél : 01 45 35 13 13

E-mail : comitepeco@solidarite-laique.asso.fr



INSTITUT DE COOPÉRATION SOCIALE INTERNATIONALE
INSTITUTE OF INTERNATIONAL SOCIAL COOPERATION
ИНСТИТУТ МЕЖДУНАРОДНОЙ СОЦИАЛЬНОЙ КООПЕРАЦИИ

国际 社会 合作 所

74, rue Villebois Mareuil - 92230 Gennevilliers (France)
Téléphone : (33) 1 41 85 49 20 - Fax : (33) 1 41 85 49 49
E-mail : info@icosi.org - Site Internet : www.icosi.org

Migrations et Co-développement

Suite au rapport du Conseil économique, social et environnemental (rapport Bourven, rédigé au sein de la section des finances en 2008, présidée par Jean-Michel REYNAUD), **l'ICOSI a décidé de travailler à un projet visant à créer un modèle de services et de prestations afin de mobiliser les transferts et l'épargne des migrants en vue de favoriser le développement durable des pays d'origine.**

L'ICOSI porte la conviction que les acteurs de l'économie sociale (plus que tout autre acteur du marché) ont ici un rôle à jouer dans l'élaboration de solutions techniques innovantes permettant d'assurer la sécurité et la fiabilité des transferts ou de l'épargne, et de créer les conditions d'un effet levier favorable au co-développement.

Cette épargne - ou ces transferts - doit pouvoir profiter au maximum aux économies locales, en premier lieu au bien-être des populations en matière de santé, d'éducation et de formation et, ensuite, à la croissance de ces économies par l'investissement productif.

Le rapport du Conseil économique, social et environnemental français avait mis en avant des exemples et des propositions spécifiques. Une étude a été également menée par la banque africaine de développement sur les transferts à destination de quatre pays de nature et de tailles différentes (Comores, Maroc, Mali, Sénégal). Il en ressort que les besoins exprimés par les populations ne sont pas identiques selon la situation économique et

sociale des pays étudiés ; c'est pourquoi il est important de préconiser la recherche de solutions diverses et adaptées pour développer et démultiplier les effets positifs de l'épargne et des transferts.

Pour impliquer concrètement les acteurs de l'économie sociale, l'ICOSI a proposé la mise en place d'un comité de pilotage autour de plusieurs axes. Ce projet a également comme objectif de participer à la meilleure connaissance par les migrants des mécanismes financiers et des possibilités qui s'offrent à eux.

Des caractéristiques propres font l'originalité du projet :

- * Favoriser les transferts ou l'épargne préalablement affectés, par le migrant, à des dépenses prédéterminées de nature sociale ou favorisant l'activité économique ;

- * Le coût du service doit être étudié et encadré (et donc réduit) ;

- * **Un pourcentage est réservé à des projets de développement** (nécessitant la création de liens avec les pouvoirs publics - français et locaux - en vue d'un abondement éventuel) ;

- * Les diasporas et associations de migrants reconnues par les pouvoirs publics sont impliquées dans les choix et la nature des projets pouvant être financés.

Ce projet est actuellement partagé par les adhérents de l'ICOSI que sont le Groupe Chèque Déjeuner, le Crédit Coopératif et la MACIF et conduira prochainement à l'organisation de groupes de travail en vue de matérialiser les solutions à mettre en place.

Nouvelle Publication du Think Tank européen Pour la Solidarité : « Responsabilité sociétale des entreprises. La spécificité des sociétés mutuelles dans un contexte européen » (Les Cahiers de la Solidarité n°23 - Mars 2010)

La RSE - outil nécessaire à la solidarité - s'appuie sur la démarche volontaire des entreprises désireuses de sortir de leur vision étroitement économique et d'interroger leurs relations avec la société. En parallèle, l'objet même des entreprises d'économie sociale, en particulier des mutuelles, consiste à répondre à l'intérêt général, et donc sociétal.

Cet ouvrage a souhaité mettre en évidence le point d'intersection entre ces deux piliers essentiels au développement économique durable de notre société en retraçant d'une part les caractéristiques de la RSE et sa construction internationale et, d'autre part, celles du secteur de l'économie sociale ou plurielle. Poursuivant cette réflexion trop rarement abordée, il démontre que les mutuelles, actrices particulières de cette économie sociale, sont naturellement impliquées dans la responsabilité sociétale en raison de leur nature, leurs valeurs et leur histoire.

L'ouvrage est ponctué d'interventions d'experts de la RSE et du monde des mutuelles et enrichi d'une préface de Nicole NOTAT qui, en représentante des agences de notation extra-financière affirme l'évidence d'une réalité sociale et environnementale comme élément de comparaison et de différenciation des entreprises. Alors que Nadine RICHEZ-BATTESTI, Maître de Conférences, Université de la Méditerranée, experte en

économie sociale clôture l'exercice par une brillante démonstration de la contradiction entre intérêt et suspicion qu'entretiennent RSE et économie sociale et solidaire.

Information / commande :

Think Tank européen Pour la Solidarité
Rue Coenraets 66, B - 1060 Bruxelles
Tél : +32 2 535 06 88
Fax : +32 2 539 13 04
Site web : www.pourlasolidarite.eu

A noter également que le 28 avril 2010, le Think tank organisera une conférence à Bruxelles : « **Plusieurs modèles de RSE en Europe et plusieurs manières de promouvoir la diversité en entreprises ?** ». Ce colloque clôturera un ambitieux projet européen visant à favoriser le développement de la RSE en Europe par l'échange de bonnes pratiques et d'instruments appropriés. Le projet s'était fixé deux objectifs principaux. PLS vous invite à venir réfléchir au travers de bonnes pratiques belges, françaises, italiennes, espagnoles, roumaines, polonaises et allemandes aux leviers favorables à la réussite de ces expériences et à entamer une discussion constructive en la matière en compagnie des parties prenantes.

Information et inscription : www.pcsr.eu et beatrice.romet@pourlasolidarite.eu



Communiqué de Presse : Guillaume LEGAUT succédera à Marie-Hélène GILLIG au CEGES

C'est en mai prochain, que Guillaume LEGAUT, actuellement Directeur général de FINANSOL, prendra sa fonction de Délégué général du CEGES.

Il succèdera à Marie-Hélène GILLIG, qui occupait le poste depuis avril 2005.

Sous son impulsion, entre 2005 et 2010, les principales actions du CEGES ont été les suivantes :

- Faire reconnaître le secteur, dans sa dimension d'acteur économique, territorial et social, dans la grande diversité de ses entreprises et de ses modalités d'organisation, tant au niveau national qu'europpéen (en 2008, la Rencontre des chefs d'entreprise de l'économie sociale du 18 janvier à Paris et la conférence Européenne de l'économie sociale des 21 et 22 novembre à Strasbourg) ;

- Faire reconnaître les syndicats d'employeurs de l'économie sociale et solidaire comme des partenaires sociaux à part entière, (représentativité dans les différences instances, négociations sur l'emploi, la formation professionnelle, le dialogue social, ...)

- Améliorer la visibilité des entreprises de l'économie sociale dans leur spécificité, celle d'agir au nom de l'intérêt général ;

- Porter la voix des acteurs de l'économie sociale auprès de la Mission VERCAMER sur l'économie sociale dans le but de sensibiliser les Pouvoirs publics à la reconnaissance du secteur.

Le CEGES - Conseil des Entreprises, Employeurs, et Groupements de l'Economie Sociale - a pour principale mission de rassembler, représenter et promouvoir les entreprises de l'Economie sociale.

Le CEGES, créé en 2001, regroupe les familles du secteur de l'économie sociale : la FNMF, le GEMA, la CPCA, l'Asfondes, le Ccomcen, le Collège des syndicats d'employeurs des entreprises de l'économie sociale, et le CNCRES.

Le CEGES est une plate-forme de réflexion et de proposition pour renforcer la représentation politique et la visibilité de l'économie sociale. Il en est le porte-parole auprès du gouvernement et des autorités françaises et européennes.

22 mars 2010

Contact :

CEGES

Alain PHILIPPE, Vice-Président

24 rue du Rocher - 75008 Paris

Tél : 01 42 93 56 08

E-mail : aphilippe@macif.fr

Site web : www.ceges.org



INSTITUT DE COOPÉRATION SOCIALE INTERNATIONALE
INSTITUTE OF INTERNATIONAL SOCIAL COOPERATION
ИНСТИТУТ МЕЖДУНАРОДНОЙ СОЦИАЛЬНОЙ КООПЕРАЦИИ
国际 社会 合作 所

74, rue Villebois Mareuil - 92230 Gennevilliers (France)
Téléphone : (33) 1 41 85 49 20 - Fax : (33) 1 41 85 49 49
E-mail : info@icosi.org - Site Internet : www.icosi.org

Campagne « Pas d'Éducation, pas d'Avenir ! » Tous ensemble pour le droit à l'éducation

A travers la campagne nationale « Pas d'Éducation, pas d'Avenir ! », la Ligue de l'enseignement et le collectif Solidarité Laïque s'unissent et poursuivent un même objectif : une éducation de qualité pour tous dans le monde.

Chaque année, de nombreux projets de soutien à l'éducation dans différents pays (Burkina Faso, Colombie, Maroc, Moldavie, Népal, Sénégal...) sont choisis pour recevoir les fonds de la collecte.

Les fédérations départementales de la Ligue de l'enseignement et les organisations membres de Solidarité Laïque organisent, pendant 15 jours en mai, des collectes et des événements dans les écoles, les centres de loisirs, les centres d'animations...

La campagne offre également une occasion de sensibiliser les enfants, les jeunes et le grand public sur la réalité de l'enseignement dans le monde et les difficultés d'accès à l'école d'enfants de leur âge. Depuis 2002, 1,6 million d'euros ont été collectés. Ils ont permis de soutenir plus de 300 projets à travers le monde.

« Pas d'École, pas d'Avenir » devient « Pas d'Éducation, pas d'Avenir ».

Le titre change mais la campagne conserve les mêmes objectifs. Ce sont les bénéficiaires et les acteurs qui se diversifient. La collecte en France se fera dans les écoles, dans les centres de loisirs, de vacances, les centres d'animation... et auprès d'un très large public allant des

enfants aux enseignants, en passant par les acteurs de l'éducation, les citoyens...

Les projets soutenus concerneront autant l'éducation formelle que l'éducation non formelle.

Le calendrier d'action :

Pour faire de cette édition 2010 un élément fondamental de mobilisation des organisations laïques en faveur du droit à l'éducation, des temps forts d'actions jalonneront le calendrier qui s'étend donc désormais du mois de mars à la fin du mois d'août. **Le temps fort de la campagne se déroulera du 3 au 16 mai 2010**, et marquera un des points d'orgue de la campagne « Pas d'Éducation, pas d'Avenir ! », tout comme la collecte sur la voie publique le dimanche 16 mai 2010.

Ce sera un temps de mobilisation collective pour aller à la rencontre de la population dans la rue, dans les équipements de quartier, dans les stades, sur les marchés... Vous pouvez aussi organiser une soirée de débats sur l'éducation, un concert de soutien, des manifestations sportives solidaires (cross, matchs...) et bien d'autres choses encore.

Information :

La Ligue de l'enseignement
Clémentine SAVOIE
3, rue Récamier – 75007 Paris
Tél : 01 43 58 97 95 - Fax : 01 43 58 97 88

Site web de la Campagne :
www.pasdeducationpasdavenir.org



INSTITUT DE COOPÉRATION SOCIALE INTERNATIONALE
INSTITUTE OF INTERNATIONAL SOCIAL COOPERATION
ИНСТИТУТ МЕЖДУНАРОДНОЙ СОЦИАЛЬНОЙ КООПЕРАЦИИ

国际 社会 合作 所

74, rue Villebois Mareuil - 92230 Gennevilliers (France)
Téléphone : (33) 1 41 85 49 20 - Fax : (33) 1 41 85 49 49
E-mail : info@icosi.org - Site Internet : www.icosi.org

Colloque d'Europe et Société :

« Dialogue social et restructurations en Europe face à la crise : conséquences et résultats »

Les 4 et 5 mai 2010 - Maison de l'Europe, Paris

Les restructurations ne sont pas un phénomène nouveau dans l'Union européenne. Face à la concurrence mondiale et la mise en œuvre du Marché unique, l'économie européenne s'est transformée et a dû affronter des restructurations de ses outils de production, afin d'accroître la compétitivité des entreprises européennes dans le concert mondial.

Dans ce cadre, les institutions européennes ont développé un certain nombre de politiques spécifiques et mis en place divers instruments permettant de traiter les changements dans des conditions acceptables pour les parties concernées et ceci en favorisant le dialogue social. Dans la problématique de la Commission, deux dimensions étaient toujours présentes, à savoir l'anticipation et la négociation.

Depuis 2008, avec la crise, le contexte a radicalement changé. Tous les pays de l'Union ont été touchés, avec pour conséquence des restructurations plus brutales et plus massives et donc plus douloureuses pour les travailleurs concernés. Les Etats ont apporté des réponses dans l'urgence afin d'atténuer les conséquences sociales qui en résultent, mais des crispations sociales se sont développées et les rapports entre les acteurs se sont durcis. La notion de solidarité s'est relativisée au profit du maintien et de la défense de l'existant.

Europe et Société, qui a déjà traité des restructurations, souhaite, au travers d'un colloque qui se tiendra les 4 et 5 mai 2010 à la Maison de l'Europe de Paris, examiner l'implication actuelle des différents acteurs concernés.

L'objectif, au travers de cette démarche, est de cerner de plus près les changements entraînés par la crise actuelle, les conditions qui facilitent ou empêchent le dialogue social de se développer, d'étudier le déroulement de la négociation et les accords conclus et ceci à partir de situations concrètes, prises dans différentes entreprises, secteurs industriels et régions.

4 tables-rondes seront au programme :

- ✦ Le traitement des restructurations dans l'Union européenne ;
- ✦ Les partenaires sociaux face aux restructurations en période de crise ;
- ✦ L'intervention des pouvoirs publics et des collectivités ;
- ✦ La crise, révélateur et/ou accélérateur des mutations économiques et sociales.

Information / inscription :

Europe et Société
29 rue Cardinet - 75017 Paris
Tél : 01 55 65 19 19 - Fax : 01 47 63 08 83
E-mail : europeetsociete@wanadoo.fr
Site web : www.europeetsociete.com

5^{ème} Forum national du Commerce équitable

Les 8, 9 et 10 mai 2010 - Lille Grand Palais

Le Forum National du Commerce Équitable, événement fédérateur des acteurs du secteur, ouvrira ses portes à Lille Grand Palais du samedi 8 au lundi 10 mai 2010.

Marquant le lancement de la Quinzaine du Commerce équitable, il est devenu l'un des temps forts les plus attendus par les professionnels du secteur et une vitrine auprès du grand public. Une centaine d'exposants et 10 000 visiteurs sont ainsi attendus durant trois jours.

Un succès qui doit beaucoup à sa légitimité. Trois acteurs majeurs du commerce équitable en sont les organisateurs historiques : la Plate-Forme pour le commerce équitable, premier collectif national de représentation des acteurs de la filière, Max Havelaar France, représentant français du label international Fairtrade/Max Havelaar et le groupe SOS, à l'origine d'initiatives reconnues telles que les boutiques Altermundi.

Preuve de son dynamisme, le Forum national du Commerce équitable sera organisé pour la première fois en province. Une délocalisation qui s'explique par la volonté de proximité affichée par les acteurs du secteur mais également par l'implication de la Ville de Lille, organisateur à part entière de l'événement et celle de la Région Nord-Pas de Calais, récemment titrée « Territoire de Commerce Équitable ». A leurs côtés, les soutiens actifs du Conseil Général du Nord, de Lille Métropole Communauté Urbaine et de l'APES (collectif des acteurs régionaux de

l'économie solidaire) contribueront à sa réussite. La situation frontalière de la région permettra en outre l'ouverture du Forum aux expériences internationales.

Grand public, professionnels, presse et porteurs de projet sont donc tous attendus pour participer ensemble à la promotion d'un commerce plus respectueux de l'homme et de l'environnement.

Au programme :

- * Un **espace expo-vente** sur lequel le public pourra apprécier la diversité et la qualité des produits issus du commerce équitable ;

- * **Des conférences et des ateliers** pour s'informer et débattre sur les enjeux et perspectives de ce secteur ;

- * Un espace **d'accompagnement aux porteurs de projets** pour trouver renseignements, soutien et conseils ;

- * De nombreuses **animations** ludiques, interactives et pédagogiques pour s'imprégner d'idées originales ;

- * Un espace des **dynamiques solidaires en région Nord Pas de Calais** pour découvrir les acteurs de l'économie sociale de ce territoire riche en initiatives.

Le Forum se déroulera :

Du samedi 8 au lundi 10 Mai 2010

Tous les jours de 10h00 à 18h00

Lieu : Lille Grand Palais - hall Paris
1, Boulevard des Cités Unies - 59000 Lille

Retrouvez toutes les informations pratiques sur le site web du Forum :
www.forum-equitable.org

28^{ème} Congrès international du CIRIEC international :
**« L'économie publique et sociale : une issue à la crise économique
et un support au développement durable »**
Du 16 au 19 mai 2010 - Berlin, Allemagne

Cette année, c'est la Section allemande du CIRIEC, le *Bundesverband Öffentliche Dienstleistungen* (BVÖD), qui organise le congrès international bisannuel du CIRIEC.

Le CIRIEC est une association internationale non gouvernementale qui regroupe des acteurs, entreprises et organisations du secteur public, coopératif et de l'économie sociale ainsi que des personnes intéressées par ces champs d'activités. Cette organisation de nature essentiellement scientifique souhaite également promouvoir l'échange international entre le monde scientifique et celui de la pratique dans les multiples secteurs d'activité qui composent l'économie publique, sociale et coopérative.

Le CIRIEC offre à ses membres et organismes de soutien un forum d'échange d'informations et d'idées.

Le thème du Congrès s'articule cette année autour de « L'économie publique et sociale : une issue à la crise économique et un support au développement durable ».

Il se déroulera du 16 au 19 mai 2010 à Berlin.

Des séances plénières encadreront le Congrès en offrant des discussions sur l'économie publique et sociale dans la crise financière, les perspectives en matière d'emploi et les valeurs et éthique pour un développement soutenable.

Des travaux en ateliers permettront de traiter plus en profondeur les développements récents et les défis auxquels l'économie publique et sociale est confrontée, en particulier :

- * Sous l'angle de son financement ;
- * Comme facteur de stabilisation du marché de l'emploi ;
- * Comme partenaire d'un développement environnemental durable ;
- * Ainsi que ses responsabilités en matière de formation et d'éducation.

Information / inscription :

Site web du colloque :
www.ciriec-congress.org

CIRIEC - Centre international de recherches
et d'information sur l'économie publique,
sociale et coopérative
Université de Liège au Sart-Tilman -
Bât. B33 (Boîte 6) - BE-4000 Liège
Tel.: +32/(0)4/366 27 46
Email: ciriec@ulg.ac.be